

CUBA - Durcissement du blocus : activation du Titre III de la Loi Helms Burton

Enrique Amestoy

lundi 29 avril 2019, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

Mercredi 17 avril 2019.

Mike Pompeo, le Secrétaire d'État états-unien, a fait savoir hier que les États-Unis lèveront les restrictions à l'application du titre III de la loi Helms Burton [1], à portée extraterritoriale et qui concerne les pays tiers qui commercent avec Cuba.

Sur son compte Twitter [2] le Secrétaire d'État a déclaré que, « à partir du 2 mai, en application du titre III de la loi Liberté [Helms Burton], les citoyens états-uniens pourront porter plainte contre les personnes faisant commerce de propriétés ayant été confisquées par le régime cubain ».

La loi née en 1996, durant le gouvernement de Bill Clinton, dans le but de durcir les politiques du blocus nord-américain sur l'île, a pour objectif d'interdire le commerce et les transactions financières avec Cuba. Depuis 1996, l'application du Titre III a été suspendue par tous les présidents états-uniens, Trump compris, jusqu'à aujourd'hui.

La loi établit que n'importe quelle compagnie, qui n'est pas états-unienne, qui a des relations commerciales avec Cuba peut être soumise à des représailles légales, et que les dirigeants de cette compagnie peuvent se voir interdire leur entrée aux États-Unis. Cela signifiait que des compagnies internationales devaient choisir entre commercer avec Cuba ou commercer avec les États-Unis, qui représentent indéniablement un marché beaucoup plus important.

Le *Wall Street Journal*, cité aujourd'hui par le portail Sputnik [3] indique que Federica Mogherini, chef de la diplomatie européenne, et la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, ont adressé une lettre à Mike Pompeo pour faire part de leurs préoccupations concernant la décision prise par Washington.

De grands groupes économiques qui opèrent sur l'île se verraient gravement affectés. L'un d'entre eux est le groupe hôtelier Meliá, dont le siège est en Espagne et qui est membre de l'Association des entrepreneurs espagnols à Cuba (AEEC). Il en est de même pour des groupes économiques canadiens, dont les investissements dans l'île, depuis des années, sont importants.

Les actions que pourraient mener l'Union européenne peuvent être similaires aux « lois antidotes » qui furent promulguées en 1996, en Europe, associées à des plaintes devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), entre autres. La première suspension temporaire du Titre III eut lieu peu de temps après la promulgation de la loi et grâce à la pression qu'exerça l'Union européenne [4].

L'UE et le Canada ont fait part de leur préoccupation et indiqué que la mise en application du Titre III « peut mener à une spirale inutile d'actions légales » [5].

Sans aucun doute les mesures contre l'Amérique latine se durcissent, sous la direction du Conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, du sénateur Marco Rubio et du Secrétaire d'État Mike Pompeo. Ils se sont attaqués avec férocité au Venezuela et à Cuba mais indubitablement ils en veulent à tous les pays.

Peut-être est-il intéressant d'analyser à ce sujet, où apparaît clairement l'organisation globalisée de notre

économie mondiale, comment les mesures à l'encontre de nos peuples se répercutent en tensions commerciales entre l'UE et les États-Unis et ne font que révéler le motif nettement économique des agressions.

Serait-ce la perspective des voix potentielles des Cubains de Miami, pour les élections présidentielles de 2020, qui mobilise le président Trump ?

Traduction française : **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <https://www.alainet.org/es/articulo/199386>.

Notes

[1] https://es.wikipedia.org/wiki/Ley_Helms-Burton.

[2] <https://twitter.com/SecPompeo/status/1118511981013680128>.

[3] <https://mundo.sputniknews.com/politica/201904161086751477-ley-helms-burton-a-cuba--enera-disputas-entre-ue-y-eeuu/>.

[4] https://elpais.com/diario/1996/07/15/opinion/837381601_850215.html.

[5] https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/61181/joint-statement-feder-ca-mogherini-chrystia-freeland-and-cecilia-malmstr%C3%B6m-decision-united_en.